

Evros : le visage brutal du régime frontalier européen

Le 21 juillet 2023, un groupe de personnes a tendu la main à Alarm Phone. Les 52 personnes - dont plusieurs enfants et personnes âgées souffrant de graves problèmes de santé - nous ont raconté qu'elles étaient bloquées sur un petit îlot près du village de Lagyna, en territoire grec, au milieu de la rivière Evros, qui fait frontière entre la Grèce et la Turquie. En appelant le téléphone d'alarme pour demander de l'aide, ces personnes nous ont informés qu'elles étaient déjà bloquées sur l'îlot depuis huit jours. A 14:19 CEST le même jour, Alarm Phone a alerté les autorités grecques, ainsi que Frontex, l'UNHCR et diverses ONG par email au sujet des personnes en détresse, en partageant leur localisation et leur demande d'assistance immédiate et urgente.

À ce moment-là, nous ne savions pas que ce serait le début d'une odyssée de plus de deux semaines, sans fin en vue, qui comprendrait d'innombrables courriels et appels aux autorités, des protestations publiques via les médias sociaux pour mobiliser pour l'évacuation, une décision ignorée de la Cour européenne des droits de l'homme et une violence barbare continue de la part des forces grecques contre le groupe.

Le lendemain de l'alerte, les autorités grecques ont informé Alarm Phone des efforts déployés conjointement avec Frontex pour rechercher le groupe : "[...] nous tenons à vous informer qu'après des recherches approfondies menées par les autorités grecques et les patrouilles conjointes de Frontex dans la zone indiquée par les coordonnées et plus largement, aucune présence humaine n'a été trouvée". Ce n'est pas la dernière fois que les autorités grecques affirment avoir été incapables de trouver le groupe malgré des "recherches approfondies".

Quelques jours plus tard, le 26 juillet, les personnes nous ont raconté qu'elles avaient entendu des bruits de voiture la veille du côté grec de la rivière, mais qu'elles attendaient toujours l'aide dont elles avaient un besoin urgent. Dans le même temps, leur état s'aggravait de jour en jour : ils ont fait état de blessures et de divers problèmes de santé, et nous ont dit que la santé mentale de chacun se détériorait rapidement en raison des difficultés persistantes auxquelles ils étaient confrontés. L'acte violent consistant à laisser des personnes bloquées pendant des jours sur un îlot ne risque pas seulement d'entraîner des blessures physiques, mais constitue en soi un tourment mental qui traumatise les gens. À ce stade, la non-assistance des autorités grecques et de Frontex était déjà préjudiciable aux personnes appelant à l'aide, mais la situation allait continuer à se détériorer au cours des prochains jours.

Le 27 juillet, à 8h18 CEST, les autorités grecques ont à nouveau affirmé avoir recherché les personnes : "[...] nous aimerions vous informer qu'après des recherches approfondies menées par les autorités grecques et la patrouille Frontex à l'endroit indiqué par les coordonnées et plus largement, aucune présence humaine n'a été trouvée". Et ce, bien que la région d'Evros soit une zone frontalière hautement militarisée, où l'UE a investi des centaines de millions d'euros pour fortifier la frontière. Les technologies déployées dans la région comprennent des capteurs, des caméras thermiques et des drones - mais malgré cela, les autorités grecques et

Frontex déclarent qu'ils sont incapables de trouver un groupe dont la localisation est clairement indiquée ? C'est très embarrassant. S'il est clair que leur déclaration est un mensonge flagrant, il est remarquable que les autorités grecques et Frontex aient atteint un point où des contrevérités aussi évidentes sont devenues implicites dans leurs activités opérationnelles. Pour en arriver là, ces stratégies doivent être largement acceptées dans leurs rangs et démontrent ainsi que les moyens brutaux de dissuasion utilisés aux frontières de la Grèce se sont normalisés, passant de la violence ouverte et brutale à la désinformation et à la non-assistance. Cela est particulièrement vrai dans la région d'Evros, comme l'ont démontré les jours suivants les développements dont nous avons été témoins dans cette affaire.

Un jour plus tard, le 28 juillet, le groupe nous a de nouveau parlé d'activités sur la rive grecque de la rivière : les personnes avaient repéré une voiture noire garée "du côté grec" et un drone qui les survolait. Peu après, ils ont déclaré avoir été attaqués par la police et ce qu'ils ont décrit comme des "mercenaires" : "La police et les mercenaires nous ont pris d'assaut. Ils ont commencé à frapper le monde. Et maintenant, nous sommes dans l'eau". Ils nous ont envoyé plusieurs vidéos montrant l'attaque cruelle.

Nous avons immédiatement informé les autorités de l'attaque. Il est clair que dans cette zone frontalière hautement militarisée et contrôlée, une telle attaque n'aurait pas pu se produire sans un certain niveau de coordination de la part des autorités - celles-là mêmes qui prétendaient depuis des jours qu'elles ne pouvaient pas perdre de temps.

Nous avons immédiatement informé les autorités de l'attaque. Il est clair que dans cette zone frontalière hautement militarisée et contrôlée, une telle attaque n'aurait pas pu se produire sans un certain niveau de coordination de la part des autorités - celles-là mêmes qui affirmaient depuis des jours qu'elles ne parvenaient pas à localiser le groupe. Après l'attaque, les gens nous ont dit qu'ils étaient choqués et dévastés. Cependant, cette attaque n'a pas marqué la fin de leurs souffrances. Le groupe nous a dit qu'après l'attaque, les autorités turques les avaient forcés à retourner sur le même îlot qu'auparavant.

Avec l'initiative Rule39, une demande de mesures provisoires auprès de la Cour européenne des droits de l'homme a été déposée le 1er août. À ce moment-là, nous étions en contact avec les personnes depuis 11 jours. Pendant toute cette période, les autorités étaient au courant de l'existence du groupe et de ses appels à l'aide. Malgré cela, les appels à l'aide du groupe sont restés ignorés. De plus, au lieu de recevoir de l'aide, les personnes ont été violemment attaquées.

Dans la matinée du 2 août, la réponse de la Cour européenne des droits de l'homme est arrivée : la Cour avait accordé les mesures provisoires et ordonné à la Grèce de fournir de la nourriture, de l'eau et une assistance médicale. Nous avons immédiatement informé les autorités, y compris Frontex et le HCR, de cette décision et réitéré le besoin urgent d'assistance pour le groupe.

Dans la matinée du 3 août, les autorités grecques ont envoyé un autre courriel,

affirmant une fois de plus avoir cherché, mais pas trouvé, les personnes. Dans le même temps, les personnes ont partagé avec nous des vidéos les montrant en train de crier bruyamment à l'aide. En désespoir de cause, le groupe a décidé de traverser la rivière lui-même. C'est extrêmement dangereux : chaque année, des dizaines de personnes meurent dans la rivière Evros, dont les forts courants souterrains peuvent noyer les gens. Heureusement, ils ont réussi à traverser la rivière et sont arrivés sains et saufs sur la rive grecque, ce qu'ils ont documenté par plusieurs vidéos qu'ils ont envoyées à Alarm Phone. Ils ont déclaré avoir parlé à deux personnes portant des chemises sur lesquelles était écrit "police". C'est à ce moment-là qu'un chapitre incroyablement violent de leur voyage a commencé.

Après avoir appris que le groupe parlait avec la "police", les équipes d'Alarm Phone ont de nouveau appelé différents postes de garde-frontières et de police, notamment ceux de Soufli, Alexandroupolis et Thrace. Tous nos appels sont restés sans réponse. Entre-temps, les personnes ont indiqué qu'elles avaient été mises dans des voitures et nous ont dit qu'elles craignaient d'être ramenées en Turquie. La position qu'ils nous ont communiquée les montrait près de Soufli :

Nous avons continué à appeler les autorités, mais soit elles n'ont pas décroché, soit elles ont rejeté la responsabilité en affirmant que l'affaire ne relevait pas de leur compétence, soit elles ont refusé de donner des informations.

Peu après minuit le 4 août, les personnes ont de nouveau contacté Alarm Phone. Ils ont été repoussés en Türkiye et sévèrement battus. Une femme du groupe a expliqué ce qui leur était arrivé après avoir été emmenés dans la voiture :

Elle nous a raconté comment, après une demi-heure dans la voiture, les jeunes hommes et même certaines femmes ont été sévèrement battus. Les agresseurs ont dépouillé les femmes de tous leurs vêtements et ont forcé les jeunes hommes à ouvrir les yeux pour regarder les femmes déshabillées. Ils ont ensuite roué les hommes de coups. La femme a déclaré que le groupe était inquiet car deux des hommes attaqués ont été battus à mort. Les agresseurs ont même battu les femmes âgées et leur ont dit de retourner dans leur pays. Le groupe a de nouveau été forcé de retourner sur l'îlot et a signalé que plusieurs personnes manquaient à l'appel, dont les deux hommes qui avaient été violemment battus.

Les gens nous ont dit qu'ils avaient été gravement secoués et indignés, et qu'ils voulaient désespérément savoir ce qu'il était advenu de leurs amis disparus, dont ils craignaient qu'ils ne soient morts. Ils ont indiqué que parmi leur groupe se trouvaient des bébés de trois ans qui sont, à juste titre, extrêmement perturbés psychologiquement et traumatisés par l'agression violente de la police grecque. "S'il vous plaît, pouvez-vous les aider ? La Turquie et la Grèce les ont laissés en plan. Savons-nous où se trouvent les personnes disparues ?

Nous voulons savoir ce qu'il est advenu des personnes disparues. Qui est responsable de cette attaque brutale et de ces violences sexuelles ? Et quel a été le rôle de Frontex dans toute cette histoire ? Comment peut-on ignorer les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme ? Et pourquoi l'aide a-t-elle été refusée

à plusieurs reprises à des personnes qui en avaient un besoin urgent ?

Non seulement les attaques ont soumis les gens à une violence manifeste, mais la non-assistance continue a conduit à de nombreuses urgences médicales - notamment trois personnes âgées atteintes de diabète ayant besoin d'une assistance médicale, une personne âgée souffrant de problèmes circulatoires au niveau de la jambe, qui était violette des deux côtés, une femme enceinte souffrant de contractions et d'hémorragies, et plusieurs enfants faibles, en détresse mentale et gravement piqués par des moustiques. Il convient également de noter que le groupe nous a expliqué qu'il n'avait plus d'eau ni de nourriture depuis plusieurs jours et qu'il était contraint de boire l'eau de la rivière, ce qui comporte un risque d'empoisonnement.

Malheureusement, il ne s'agit pas d'un incident isolé, mais plutôt de la répétition d'un schéma trop familier. Le niveau incroyable de violence utilisé - qui ne peut être compris que comme des formes systématisées de torture et de brutalisation - contre les personnes en déplacement est odieux. Il illustre la déshumanisation implicite du régime migratoire européen raciste. En outre, elle démontre un dysfonctionnement évident des institutions européennes, où les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme sont facilement ignorées par la Grèce, sans conséquence. Au lieu d'être obligées de prendre des mesures, les autorités grecques ont simplement répondu à Alarm Phone et à la CEDH que les personnes ne pouvaient pas être localisées. Une fois de plus, nous voyons comment Frontex est impliqué dans une situation qui a abouti à un refoulement brutal.

Le 6 août, les personnes étaient toujours bloquées sur l'îlot. Elles étaient également dans un état de détresse qui ne cessait de s'aggraver. Ils ont exprimé leur choc et leur incrédulité quant au fait qu'une décision de la CEDH ne compte manifestement pas en Grèce. Ils ont eux-mêmes appelé le 112 plus de 50 fois et écrit des courriels à Frontex et aux autorités grecques, mais au lieu de recevoir l'aide dont ils ont tant besoin, ils ont été victimes d'attaques répétées et vicieuses.

Au petit matin du 7 août, le groupe nous a de nouveau contactés pour signaler une nouvelle attaque, nous disant que "des mercenaires nous ont attaqués alors que nous étions endormis [sur l'îlot], et nous avons été renvoyés en Turquie". Ils nous ont ensuite raconté qu'ils avaient été récupérés par l'armée turque, qui les forçait à rentrer en Grèce. Le groupe était incroyablement angoissé et a déclaré qu'il était "devenu un ballon de football entre l'armée grecque et l'armée turque". Alors que la situation n'est pas prête de s'arrêter et que les personnes, qui ont un besoin urgent d'aide médicale, sont repoussées de part et d'autre de la rivière par les forces grecques et turques, nous insistons à nouveau sur le fait que ces attaques doivent cesser et que les personnes doivent recevoir l'aide dont elles ont besoin de toute urgence.

Nous, ainsi que le groupe actuellement bloqué sur l'îlot, sommes choqués et indignés - même si nous sommes témoins de tels crimes et attaques contre les personnes en mouvement presque quotidiennement, et avec une intensité croissante. Nous continuerons à lutter contre la normalisation de cette violence et

ne pardonnerons jamais à ceux qui en sont responsables. Alors que la Grèce tente de dissimuler le massacre de Pylos, dont les garde-côtes helléniques sont responsables, le visage réel et impitoyable du régime frontalier grec reste clairement visible dans la région d'Evros, tout comme la complicité de l'UE.

Reportage précédent sur les attaques violentes dans la région d'Evros :

[A Dilemma between unbelievable Violence and Death](#) Un dilemme entre la violence inouïe et la mort

[Europes Shield: Pushback of handcuffed person on a rubber boat](#) Bouclier européen : Refoulement d'une personne menottée sur un canot pneumatique

[Translated with DeepL](#)